

FRS - KF PROGRAMME CORÉE SUR LA SÉCURITÉ ET LA DIPLOMATIE

« Il est encore prématuré de dire que le marché est devenu le mécanisme dominant en Corée du Nord »

Entretien avec Jo Dong-ho, Mars 2019



Jo Dongho est président de l'Institut pour la stratégie de sécurité nationale (INSS) depuis 2017. Professeur à l'Université Ewha Womans et directeur de l'Institut Ewha d'études sur l'unification, il a travaillé pendant 16 ans à l'Institut coréen de développement (KDI) comme chercheur principal et directeur des études économiques nord-coréennes. Il est l'un des experts les plus renommés de l'économie nord-coréenne.

Q1 : Cette année, le discours de Nouvel An du Président Kim Jong-un était résolument centré sur les questions économiques. Il a notamment déclaré que le pays avait pour tâche « d'accroître sa capacité de développement indépendant » alors qu'il est soumis à un « blocus économique et à des sanctions sévères ». Au cours des dernières années, les sanctions internationales ont effectivement été considérablement renforcées. L'économie nord-coréenne peut-elle s'y adapter et continuer à croître ?

Depuis 2017, date à laquelle les sanctions économiques ont véritablement commencé à être mises en œuvre, l'économie nord-coréenne est en récession. Selon la Banque de Corée, le taux de croissance en Corée du Nord en 2017 était négatif à -3,5%. La principale cause de cette récession est la réduction des échanges commerciaux due aux sanctions, et la chute d'activité des industries exportatrices, en particulier les industries minières et manufacturières. Pour 2018, on s'attend à ce qu'il y ait une nouvelle récession d'au moins -4%.

Si les sanctions sont maintenues, l'économie nord-coréenne continuera d'être en récession. Bien que le pays mette en œuvre une politique de substitution aux

importations, cette substitution se limite à quelques biens de consommation, notamment les denrées alimentaires. Une partie des biens d'équipement, tels que les machines, matériels de transport et pièces détachées, ne sont disponibles que par le biais des importations. En outre, la capacité d'importation du pays est contrainte par la chute des rentrées de devises étrangères du fait des sanctions sur les exportations nord-coréennes de minéraux.

Par ailleurs, les industries nord-coréennes sont fortement intégrées verticalement. Leur capacité de production est donc fortement affectée si l'une des usines clés en amont ne parvient plus à assurer sa production, notamment parce que ses équipements n'ont pas été remplacés en raison des sanctions. Dans

Les industries nord-coréennes sont intégrées verticalement. Si l'une des usines en amont ne parvient plus à assurer sa production, notamment car ses équipements n'ont pas pu être remplacés du fait des sanctions, alors l'économie tout entière risque d'être paralysée.

ce cas, c'est l'économie tout entière qui risque d'être paralysée. C'était le cas lors de la « Dure marche » du milieu des années 1990 (ndlr, une crise économique et alimentaire ayant notamment conduit à un effondrement du système économique et à une importante famine). Si les sanctions se poursuivent, la « Dure marche » risque de se répéter. Récemment, le *Rodong Sinmun*, le principal

quotidien du Parti des travailleurs, a rapporté que la situation était « désormais encore plus difficile qu'au cours de la Dure marche ».

Enfin, la traduction économique de la « nouvelle ligne stratégique » adoptée en avril 2018 lors du troisième plénum du Parti est de réduire les investissements dans le secteur militaire et de concentrer les investissements dans le secteur civil. Bien qu'il s'agisse d'une orientation souhaitable, l'épuisement actuel des ressources en termes d'investissement constitue un véritable problème. Si l'environnement sécuritaire, y compris les relations entre la RPDC et les États-Unis, ne s'améliore pas et si les sanctions ne sont pas levées dans le cadre d'un processus de dénucléarisation, alors cette « nouvelle ligne stratégique » sera difficile à mettre en œuvre.

Q2 : Dans son tout premier discours public en avril 2012, le président Kim a assuré son peuple qu'il « ne sera plus jamais obligé de se serrer la ceinture ». Alors qu'on entend parler de « mesures du 28 juin » ou de « mesures du 30 mai », quelles ont été les principales réformes économiques initiées par le jeune dirigeant ? Pourrait-on dire que la vie du peuple, à Pyongyang et dans le reste du pays, s'est vraiment améliorée depuis son arrivée au pouvoir ?

Depuis que Kim Jong-un est arrivé au pouvoir, on peut classer les réformes mises en œuvre dans le pays en trois grandes catégories. Premièrement, une série de mesures vise à réduire les droits commerciaux accordés par le Parti et par l'Armée et à élargir les droits commerciaux accordés par le Cabinet, i.e. le gouvernement, qui a compétence sur l'économie civile. Par conséquent, dans une lecture strictement institutionnelle, les usines et les entreprises ont pu créer des « Départements de commerce avec l'étranger » et mener des activités commerciales de manière plus indépendante.

Deuxièmement, une série de mesures consiste en la réforme du mécanisme d'allocation des ressources, à l'instar des « mesures du 30 mai » que vous avez citées. La conséquence est une réduction du nombre d'objectifs planifiés au niveau central (notamment les objectifs de production) et une bien plus grande autonomie des entreprises et des coopératives agricoles. Les entreprises et les coopératives agricoles sont même désormais autorisées à se financer sur les marchés auprès des « Don-Ju », sorte de financiers nord-coréens. Dans le cas des entreprises, les gestionnaires ont par exemple obtenu le pouvoir de licencier des employés. Dans le cas des fermes coopératives, l'unité requise pour pouvoir opérer a été fortement réduite, ce qui permet *de facto* l'émergence d'une agriculture familiale. On peut dire qu'à travers ces

Depuis que Kim Jong-un est arrivé au pouvoir, (...) les objectifs planifiés au niveau central sont moins nombreux et l'autonomie des entreprises et des coopératives agricoles a été considérablement élargie.

réformes, le mécanisme d'allocation des ressources ressemble à celui de la Chine dans les années 1980.

Troisièmement, une dernière série de mesures est en lien avec la « nouvelle ligne stratégique » et la politique visant à « concentrer toutes les énergies pour le développement économique », adoptée en avril dernier. Il s'agit d'une réforme de la hiérarchie des priorités en matière d'allocation des ressources et donc potentiellement une nouvelle stratégie de développement. Cette réforme renforce la réforme précédente, celle du mécanisme d'allocation des ressources. Or, le succès des réformes conduites en Chine dans les années 1970 et 1980 est principalement dû à la promotion simultanée de la réforme tant de ce mécanisme d'allocation des ressources que des priorités d'allocation de ces mêmes ressources. Toutefois, rien ne prouve pour l'instant que la Corée du Nord ait réduit ses investissements dans l'industrie de défense et augmenté ses investissements dans le secteur civil. Puisqu'il faut du temps, je pense que cette nouvelle hiérarchisation des priorités pourrait être mise en œuvre progressivement dans le cadre d'un processus de dénucléarisation et d'une amélioration de l'environnement sécuritaire du pays.

On peut également dire que les conditions de vie des Nord-Coréens se sont améliorées entre 2012 et 2016, soit les premières années du règne de Kim Jong-un. Le marché a été revitalisé et, surtout, les prix et les taux de change se sont stabilisés à partir du second semestre 2013. La situation alimentaire s'est améliorée et la production industrielle a augmenté, quoiqu'à un rythme plus lent. C'est la forte augmentation des échanges commerciaux avec la Chine ainsi que l'impact des réformes économiques précédemment mentionnées qui ont rendu possible cette amélioration. Cependant, les conditions de vie des Nord-Coréens semblent se détériorer depuis 2017 à cause de la baisse des échanges commerciaux, conséquence directe des sanctions internationales. Le pouvoir d'achat des Nord-Coréens diminue. Il n'y a pas de chaos car les prix et les taux de change sont stables, mais l'inflation et les taux de change peuvent devenir instables si les entrées de devises continuent de chuter. Enfin, la Corée du Nord a récemment fait appel à l'ONU, et au Programme alimentaire mondial, pour l'aider à faire face à des pénuries alimentaires. C'est la première fois depuis l'arrivée au pouvoir de Kim Jong-un que la Corée du Nord fait une telle demande officielle.

Q3 : Dans son dernier livre publié en 2017, le professeur Kim Byung-yeon, de l'Université nationale de Séoul, a présenté les on-the-spot

guidances comme cause de l'inefficacité du système économique sous Kim Jong-il. Quelle est l'importance de ces on-the-spot guidances dans la Corée du Nord de Kim Jong-un ? Est-ce différent de l'époque de son père ?

Du fait de la nature du système nord-coréen, les usines, les fermes et autres sites visités par le chef suprême se doivent d'obtenir de meilleurs résultats et ainsi contribuer à améliorer la vie des Nord-Coréens. Si une visite du dirigeant n'avait pas d'impact, alors son autorité s'en verrait compromise. Par conséquent, les dirigeants successifs fournissent immédiatement après leur visite des financements, des biens et même du personnel afin de mettre en œuvre leurs *on-the-spot guidances*. Certains financements proviennent du fonds privé du leader (*Sooryong Fund*), mais pour la plupart, il s'agit de fonds qui auraient dû être investis ailleurs et qui sont redirigés. De fait, les *on-the-spot guidances* sont supérieurs à la planification initiale et à la loi. Ces ordres et conseils du dirigeant déforment donc considérablement la planification, ce qui est source d'inefficacité. Alors que la planification est déjà plus inefficace que le marché, ces *on-the-spot guidances* la rendent encore un peu plus inefficace.

Q4 : En octobre dernier, le quotidien sud-coréen JoongAng Ilbo s'est associé à l'INSS pour analyser le développement de l'économie de marché en Corée du Nord, en se basant notamment sur de nombreuses interviews de réfugiés nord-coréens. Quelles en ont été les principales conclusions ? Il pourrait y avoir jusqu'à 500 marchés, qu'on appelle jangmadang, dans le pays. Que sont ces marchés et comment évaluez-vous l'ampleur de cette marchandisation en Corée du Nord ?

L'expression *jangmadang* fait référence à ces marchés physiques. Cependant, ce qui est encore plus important, c'est que le mécanisme de marché par lequel la demande et l'offre sont régulées par les prix est désormais fermement établi en Corée du Nord. Le marché des biens de consommation existe déjà sous forme semi-légale depuis les années 1990, et a été officiellement légalisé en 2003. Le marché des biens d'équipement a, lui, été partiellement légalisé. Le marché du travail est illégal, mais il est toutefois toléré. Il n'y a toujours pas de marché des capitaux mais, en se substituant au rôle des banques publiques, les « Don-Ju » (financiers nord-coréens) jouent le rôle de prêteur. Les Don-Ju investissent aussi dans des entreprises d'État et même des fermes coopératives. Avec la modification des lois

Le marché des biens de consommation existe déjà sous forme semi-légale depuis les années 1990 et a été officiellement légalisé en 2003.

Le marché des biens d'équipement a également été partiellement légalisé. Le marché du travail est illégal, mais il est toléré.

sur les sociétés et les exploitations agricoles en 2013, ces investissements sont légaux.

Cependant, il est encore prématuré de dire que le marché est devenu le mécanisme dominant en Corée du Nord. Dans le cas de l'industrie de défense et de l'industrie lourde, qui représentent la plus grande partie de l'économie nord-coréenne, le mécanisme de planification perdure. Par ailleurs, il existe un biais important. La plupart des réfugiés nord-coréens viennent des régions frontalières avec la Chine, c'est-à-dire les régions où l'économie de marché est la plus développée. Donc, si vous n'écoutez que ces réfugiés, alors vous avez l'impression que l'économie nord-coréenne est une économie de marché. Personnellement, j'estime que la part du marché dans l'économie nord-coréenne est encore bien inférieure à 50 % et ce même s'il est clair que le marché connaît une croissance qualitative et quantitative, et qu'il est désormais intégré dans l'économie officielle.

Q5 : Fournir des biens de première nécessité à la population par le biais d'un système de distribution public était une source de légitimité pour le système socialiste nord-coréen. Il s'est effondré dans les années 1990. Désormais, nous assistons à l'émergence des Don-Ju, beaucoup plus riches que la moyenne des Nord-Coréens. Les inégalités économiques croissantes menacent-elles la légitimité du régime ? Comment cette légitimité peut-elle survivre à la marchandisation de l'économie ?

Auparavant, les inégalités économiques n'étaient pas un problème en Corée du Nord même si, selon les origines et les positions politiques, les avantages économiques étaient inégalement répartis. Aujourd'hui, les inégalités économiques sont un problème social et politique de premier plan. Bien que certaines personnes, comme les Don-Ju, aient des centaines de milliers voire des millions de dollars, la plupart des Nord-Coréens vivent au jour le jour. Les inégalités entre territoires ou régions se sont également renforcées. Les habitants de Pyongyang, des villes métropolitaines et des zones où les marchés sont actifs, comme les zones frontalières avec la Chine, sont bien mieux lotis que les autres. La population la plus pauvre est celle des agriculteurs car ils ne peuvent pas participer à la marchandisation de l'économie. Même si le rendement de leur production est bon, ils n'accumulent pas de richesses car une grande partie de leur production est encore extorquée par l'État.

Par ailleurs, les avantages économiques étaient autrefois accordés « du haut vers le bas » au sein de la bureaucratie nationale, de sorte que la loyauté des Nord-Coréens s'exprimait, elle, « du bas vers le haut ». C'était la base de la stabilité du régime nord-coréen. Désormais, la plupart des avantages économiques proviennent du marché. La loyauté des Nord-Coréens n'est plus dirigée verticalement par un mécanisme bureaucratique mais distribuée horizontalement par un mécanisme de marché.

Les Don-Ju sont aussi ceux qui gèrent l'argent des élites. Certains ont accumulé des richesses de façon autonome par le commerce ou les affaires, et la plupart l'a fait en conspirant avec le pouvoir. Le pouvoir est donc au cœur du mécanisme par lequel les inégalités économiques se reproduisent à grande échelle. On peut parler de corruption systématique, et cette corruption favorise dans une certaine mesure la marchandisation tout en rendant son institutionnalisation et sa transparence plus difficiles. Je pense qu'une des conséquences est que ce processus de marchandisation atteindra bientôt sa limite.

Q6 : Dans une récente interview, vous avez estimé que « la Corée du Sud devrait intervenir politiquement à un niveau acceptable pour que la marchandisation de la Corée du Nord ne fasse pas marche arrière ». Comment s'assurer que le pays institutionnalise cette marchandisation ?

La Corée du Sud n'a aucun moyen d'intervenir directement dans la marchandisation de l'économie nord-coréenne. Toutefois, nous pourrions le faire indirectement dans le cas où la coopération économique intercoréenne reprendrait suite à une levée des sanctions. Tout d'abord, la coopération économique intercoréenne a jusqu'à présent été menée entre le gouvernement sud-coréen et le gouvernement nord-coréen (GtoG), et entre les entreprises sud-coréennes et le gouvernement nord-coréen (BtoG). Or, à l'avenir, il faudrait veiller à ce que les transactions entre les entreprises sud-coréennes et les entreprises nord-coréennes (BtoB) deviennent le principal vecteur de cette coopération économique intercoréenne. Comme évoqué précédemment, la Corée du Nord a également autorisé certaines entreprises à attirer de manière autonome des investissements étrangers ou à faire du commerce depuis l'amendement de la loi sur les sociétés de 2013. Par conséquent, un contrat direct entre des entreprises des deux Corées n'est plus illégal.

A l'avenir, il faudrait veiller à ce que les transactions entre les entreprises sud-coréennes et les entreprises nord-coréennes (BtoB) deviennent le principal vecteur de cette coopération économique intercoréenne.

Ensuite, il faudrait envisager un accord de libre-échange entre les deux Corées puisque bien que ne formant pas deux nations distinctes, elles sont des territoires douaniers distincts. Cet accord n'est pas impossible même si la Corée du Nord n'est pas membre de l'OMC. En effet, il existe de nombreux exemples d'accord entre États membres et non membres de l'OMC. Les barrières commerciales nord-coréennes seront le seul obstacle à la conclusion d'un tel accord intercoréen, ce qui peut être résolu par l'utilisation des termes d'un accord intérimaire tel que prévu par l'OMC. Les deux Corées pourraient ainsi conclure un accord de libre-échange provisoire de faible niveau, puis progressivement atteindre un niveau d'ouverture normal à l'issue d'une période de transition de dix ans. Un tel accord favoriserait aussi l'adhésion de la Corée du Nord aux institutions financières internationales.

Q7 : Lors de notre dernier [Entretien avec le Professeur Kim Ki-jung](#), il nous a expliqué que le président Moon était en train de développer une stratégie intercoréenne centrée sur le marché. Que signifierait la création d'un « marché unique coréen » pour les deux Corées ? La reprise des activités du complexe industriel intercoréen de Gaeseong et du complexe touristique du mont Geumgang, et la création de nouvelles zones économiques intercoréennes spéciales, pourraient-elles être un moteur pour la croissance économique future de la Corée du Sud ?

La « Nouvelle initiative économique pour la péninsule coréenne » du gouvernement de Moon Jae-in se compose de deux principes. Le premier est un projet de coopération intercoréenne pour le développement, ce qui va au-delà de la simple coopération économique existante. Il s'agit d'un projet de construction de trois ceintures industrielles le long de la mer de l'Est, le long de la mer de l'Ouest et le long de la DMZ, i.e. un projet visant à aider la croissance économique de la Corée du Nord tout en créant également un nouveau moteur de croissance pour la Corée du Sud. A plus long terme, ce projet est aussi la base de l'intégration économique et de l'unification politique des deux Corées.

Le second est une coopération économique intercoréenne centrée sur le marché, i.e. selon une coopération d'entreprises à entreprises, ou BtoB, comme expliqué précédemment. La réforme institutionnelle de la coopération économique intercoréenne, y compris l'accord de libre-échange, doit être poursuivie dans le cadre de ces deux principes.

Q8 : Les sanctions internationales ont considérablement réduit les sources de devises étrangères de la RPDC. Par exemple, la résolution 2397 du Conseil de sécurité de l'ONU, adoptée en décembre 2017, exige le rapatriement de tous les travailleurs de la RPDC à l'étranger dans les 24 mois. En 2015, certains responsables nord-coréens ont déclaré vouloir faire du tourisme une « industrie majeure » avec un objectif ambitieux de 2 millions de touristes d'ici 2020. Le tourisme pourrait-il devenir une source alternative de devises étrangères ? Si non, quelles sont encore les sources de devises étrangères du régime ?

Avant la mise en œuvre de sanctions économiques globales en 2017, les exportations de minerais constituaient le principal moyen pour la Corée du Nord de gagner des devises étrangères. Bien que l'on ne connaisse pas le montant exact des revenus des travailleurs étrangers ou du tourisme, il ne fait aucun doute que ces deux sources alternatives ne constituaient qu'une minorité des devises étrangères gagnées par le pays. Quelle que soit l'importance de l'augmentation du nombre de touristes, elle ne peut en aucun cas compenser les pertes causées par les sanctions sur les exportations. Cette augmentation est de plus limitée puisque les infrastructures touristiques de la Corée du Nord restent médiocres.

Avec les sanctions actuelles, le régime nord-coréen n'a que deux moyens d'acquérir des devises étrangères. Le premier est la contrebande et le commerce illégal. Cependant, la contrebande ne peut pas compenser l'ensemble des pertes liées aux exportations. Le second est d'absorber les devises étrangères encore détenues par les Nord-Coréens. Cette politique d'absorption s'est faite par la vente de téléphones cellulaires et d'abonnements téléphoniques. Cependant, l'afflux de devises étrangères en provenance de l'extérieur ayant presque cessé, les devises détenues par les Nord-Coréens s'épuisent. De plus, à mesure que ces devises étrangères se font rares sur les marchés, les Nord-Coréens cherchent à les épargner au lieu de les utiliser. Cela accroît leur valeur et place le régime face à un dilemme : utiliser ou non des moyens coercitifs pour les collecter à l'instar de la réforme monétaire de 2010 qui a été un échec désastreux.

Q9 : En 1948, la RPDC nouvellement fondée a choisi de représenter une grande centrale hydroélectrique dans ses armoiries. Pourtant, la

plupart d'entre nous avons vu cette image satellite de la Corée du Nord la nuit, une tache sombre en Asie du Nord-Est. Le président Kim Jong-un a mentionné dans son discours du Nouvel An que le pays devrait « orienter prioritairement ses efforts vers la réduction de la pénurie d'électricité ». Comment évaluez-vous la crise de l'électricité en Corée du Nord ? La fourniture d'électricité ou l'appui au renforcement des capacités de génération d'électricité, ce qui faisait partie de l'Accord de 1994, est-elle une question qui pourrait faire l'objet de discussions dans les négociations actuelles ?

La production et la fourniture d'électricité ont connu leur pire crise dans les années 1990. Depuis, la situation s'est progressivement améliorée, bien qu'il n'y ait toujours pas de changement fondamental. Comme l'énergie hydroélectrique représente la plus grande partie de la production d'électricité, la production annuelle varie en fonction des précipitations. Sous le règne de Kim Jong-Il, les centrales hydroélectriques ont été rénovées et de nouvelles ont été construites. Mais la capacité de production d'électricité n'a été améliorée qu'à la marge en raison du manque d'équipements indispensables comme les turbines. Par ailleurs, les centrales thermiques nord-coréennes sont des centrales au charbon anthracite associé au fioul. La Corée du Nord produit du fioul en raffinant le pétrole brut fourni par la Chine. Or, comme les exportations chinoises sont limitées à 500 000 tonnes par an, la Corée du Nord ne produit pas suffisamment de fioul pour ses centrales.

Par ailleurs, la construction d'une centrale nucléaire en Corée du Nord n'est pas à l'ordre du jour des négociations entre les États-Unis et la RPDC. Si les négociations sur la dénucléarisation du pays avançaient bien, la Corée du Nord pourrait exiger des centrales nucléaires. Cela ne serait cependant possible que dans le cadre de la dénucléarisation du pays et de sa réintégration au sein du Traité de non-prolifération. Cette perspective est très lointaine. Le transport d'électricité de la Corée du Sud, de la Russie et de la Chine vers la Corée du Nord et l'amélioration du réseau électrique interne de la Corée du Nord ne sont pas non plus à l'ordre du jour. Une fois les sanctions levées, nous pourrions par exemple en discuter dans le cadre de cette coopération intercoréenne pour le développement mentionnée précédemment.

Q10 : La Chine reste le principal partenaire économique de la Corée du Nord. Le président Kim s'est rendu en Chine au début de l'année, pour la quatrième fois en dix mois. La Chine, ou un autre pays, pourrait-elle servir de modèle de développement économique pour la Corée du Nord ? Les sanctions internationales limitent les importations de produits pétroliers raffinés et de pétrole brut du pays. Pourtant, les prix du pétrole n'ont pas sensiblement augmenté. La Chine, ou certains contrebandiers chinois, n'appliqueraient pas pleinement les sanctions ?

La Corée du Nord préférera des réformes économiques progressives et échelonnées plutôt que des réformes radicales. Sur le plan politique, il est probable que le pays poursuive son évolution économique tout en maintenant le système dictatorial du Parti des travailleurs. A cet égard, la Chine et le Vietnam sont les modèles auxquels la Corée du Nord peut se référer, mais comme le pays souhaite conserver son propre modèle, il ne suivra pas à la lettre les expériences de la Chine et du Vietnam.

Il y a quelques jours, le Département du Trésor américain a de nouveau désigné des entreprises et des navires impliqués dans des transbordements illégaux. Le Comité des sanctions des Nations unies a également indiqué que ces transbordements se poursuivent. L'objet principal de ces transbordements de navires à navires est le pétrole raffiné. Cependant, il apparaît difficile pour la Corée du Nord d'obtenir des quantités suffisantes de pétrole raffiné par cette contrebande pour compenser les sanctions, bien que je n'en connaisse pas le volume exact.

La Chine ne semble pas intervenir dans la contrebande au niveau de son gouvernement central. Au contraire, ce dernier a pris des mesures sévères contre ces transbordements. Ce sont des entreprises individuelles qui font de la contrebande et le gouvernement central chinois ne semble pas en mesure de l'arrêter complètement. De plus, certaines autorités locales, en particulier celles dont les échanges avec la Corée du Nord représentent une part importante de leur économie, ont tendance à fermer les yeux.

Q11 : En tant que chercheur, comment palliez-vous les effets de l'opacité du régime nord-coréen quand vous menez vos recherches, en particulier sur l'économie. Quels indicateurs ou sources d'information clés recommanderiez-vous aux

étudiants et aux chercheurs intéressés par les études nord-coréennes ?

Les statistiques économiques sur la Corée du Nord sont toutes des estimations, à l'exception des statistiques commerciales, qui dépendent des douanes étrangères. Mais même ces statistiques posent plusieurs problèmes. Il est donc important de mener des recherches dans une dimension comparative. Les recherches sur les anciens pays socialistes qui ont depuis poursuivi des réformes et une ouverture peuvent fournir des éléments de compréhension pour comprendre la situation actuelle en Corée du Nord. Les pays d'Europe de l'Est, la Chine ou encore le Vietnam sont autant d'exemples intéressants.

Le gouvernement central à Pékin ne semble pas intervenir dans la contrebande. (...) Ce sont les entreprises chinoises qui font de la contrebande, et certaines autorités locales, en particulier celles dont les échanges avec leur voisin représentent une grande partie de leur économie, qui ont tendance à fermer les yeux.

Les entretiens avec les réfugiés nord-coréens sont aussi importants. Cependant, il est nécessaire de réinterpréter le contenu de ces entretiens parce que la plupart de ces réfugiés viennent des mêmes régions et étaient impliqués dans des activités commerciales. Il est aussi fondamental de s'entretenir avec des réfugiés qui étaient en charge de la gestion de l'économie. Il existe en Corée du Nord un magazine intitulé « Recherches économiques » et c'est une grande aide pour comprendre les inquiétudes ou les orientations politiques du gouvernement nord-coréen.

Entretien réalisé fin-mars 2019 et traduit par Antoine Bondaz.

Le « FRS-KF Programme Corée sur la sécurité et la diplomatie » est co-financé par la Korea Foundation.